

L'IRAZ a besoin d'un million d'euros pour ses activités de recherche

PANA, 01/06/2008 Bujumbura, Burundi - L'Institut de recherche agronomique et zootechnique (IRAZ) commun au Burundi, Rwanda et à la République Démocratique du Congo (RDC), a besoin de 1,1 million d'euros pour relancer ses activités mises à mal par les conflits internes des ces dix dernières années dans la région des Grands Lacs africains. La relance des activités de l'Institut, dont le siège central se trouve dans le centre du Burundi, a fait l'objet d'une réunion de concertation entre les ministres de l'Agriculture du Burundi, Rwanda et de la RDC, a indiqué, dimanche à la presse, le secrétaire exécutif de la Communauté Économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), Gabriel Toyi.

L'Union européenne (UE) a déjà accepté de contribuer au renflouement des caisses de l'IRAZ pour un montant global de 300.000 euros, selon la même source. Chaque Etat membre devra s'acquitter d'une contribution de 270.000 euros au titre du budget 2008 de l'IRAZ, ont décidé les ministres de l'Agriculture des trois pays, a encore fait savoir M. Toyi. Le paiement des obligations pourrait se faire par tranches compte tenu des difficultés de trésorerie qui éprouvent les différents Etats directement concernés par la recherche agricole dans la région des grands lacs, d'après toujours le secrétaire exécutif de la CEPGL. L'instrument d'intégration sous-régionale s'enorgueillit, par contre, d'avoir déjà relancé d'autres projets communs du domaine Énergétique. La CEPGL s'apprête à faire de même de la Banque pour le développement dans la région des grands lacs (BDGEL) également en difficulté de fonctionnement normal, selon toujours M. Toyi.